

# L'ANNIVERSAIRE DU GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

## Les accords Matignon contiennent tout ce qui a été l'œuvre du Gouvernement

Soulignant que la présente cérémonie commémore aussi la signature des accords Matignon, le Président du Conseil déclare qu'en effet ces accords contiennent, symboliquement, tout ce qui a été l'œuvre du Gouvernement depuis lors et tout ce qui sera son œuvre dans le temps qui vient. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, une sorte d'instrument diplomatique intervenant, entre le salariat et le patronat, pour la première fois les signatures du Gouvernement, des représentants du patronat et des représentants des Syndicats ouvriers figuraient sur le même plan.

Tout ce que contenait l'accord Matignon a pris forme dans les mois qui ont suivi, nous sommes arrivés finalement à un ensemble de lois qui ont transformé de tout ou tout non seulement la condition matérielle de la classe ouvrière, mais sa condition morale et sa condition juridique et ont introduit dans chaque famille le sentiment d'une dignité humaine enfin transportée dans la vie.

# UN DISCOURS DE M. JOUHAUX A CLERMONT-FERRAND

Clermont-Ferrand, 6. — Une manifestation politique organisée par le Comité Départemental de Front Populaire à l'occasion de l'anniversaire du Cabinet Blum, s'est déroulée ce matin à Clermont-Ferrand, sur la place de Jaude.

M. Pierre Cot, Ministre de l'Air, venu à Clermont-Ferrand à l'occasion des fêtes aériennes d'Aulnat, a apporté le salut du Gouvernement au Front Populaire local.

M. M. Jouhaux a pris la parole. Le secrétaire général de la C.G.T. s'est défendu tout d'abord d'être le ministre des masses et s'est félicité que le pouvoir soit aujourd'hui aux mains du peuple. M. Jouhaux a ajouté : « Si demain des événements parlementaires faisaient choir le Gouvernement, la C.G.T. n'accepterait pas. L'ère de la politique est finie. C'est en face du pays qu'il faut gouverner dans la légalité démocratique. La C.G.T. entend faire respecter les réformes sociales dans l'intérêt des travailleurs ».

# LE DISCOURS DE M. DALADIER A SAINT-GAUDENS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Dans son discours, le Ministre de la Défense Nationale a dit notamment :

« Notre parti s'est associé à toutes les forces de la démocratie pour la défense de la République. Il fallait dresser un invincible barrage contre les entreprises des factieux. Mais il faut faire aimer le régime et la République démocratique doit s'élargir à un régime social. C'est la doctrine de notre parti. Notre parti a donc collaboré avec loyauté à l'œuvre du gouvernement de front populaire. Il fallait mettre un terme à la déflation, à la détresse paysanne, résorber le chômage, instituer des contrats collectifs de bien du travail. Ces réformes accomplies, le parti radical les défend contre les conservateurs. Enfin, le gouvernement a restauré le prestige de la France dans le monde.

# LE DISCOURS DE M. DALADIER A SAINT-GAUDENS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Dans son discours, le Ministre de la Défense Nationale a dit notamment :

« Notre parti s'est associé à toutes les forces de la démocratie pour la défense de la République. Il fallait dresser un invincible barrage contre les entreprises des factieux. Mais il faut faire aimer le régime et la République démocratique doit s'élargir à un régime social. C'est la doctrine de notre parti. Notre parti a donc collaboré avec loyauté à l'œuvre du gouvernement de front populaire. Il fallait mettre un terme à la déflation, à la détresse paysanne, résorber le chômage, instituer des contrats collectifs de bien du travail. Ces réformes accomplies, le parti radical les défend contre les conservateurs. Enfin, le gouvernement a restauré le prestige de la France dans le monde.

# LE DISCOURS DE M. DALADIER A SAINT-GAUDENS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Dans son discours, le Ministre de la Défense Nationale a dit notamment :

« Notre parti s'est associé à toutes les forces de la démocratie pour la défense de la République. Il fallait dresser un invincible barrage contre les entreprises des factieux. Mais il faut faire aimer le régime et la République démocratique doit s'élargir à un régime social. C'est la doctrine de notre parti. Notre parti a donc collaboré avec loyauté à l'œuvre du gouvernement de front populaire. Il fallait mettre un terme à la déflation, à la détresse paysanne, résorber le chômage, instituer des contrats collectifs de bien du travail. Ces réformes accomplies, le parti radical les défend contre les conservateurs. Enfin, le gouvernement a restauré le prestige de la France dans le monde.

# LE DISCOURS DE M. DALADIER A SAINT-GAUDENS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Dans son discours, le Ministre de la Défense Nationale a dit notamment :

« Notre parti s'est associé à toutes les forces de la démocratie pour la défense de la République. Il fallait dresser un invincible barrage contre les entreprises des factieux. Mais il faut faire aimer le régime et la République démocratique doit s'élargir à un régime social. C'est la doctrine de notre parti. Notre parti a donc collaboré avec loyauté à l'œuvre du gouvernement de front populaire. Il fallait mettre un terme à la déflation, à la détresse paysanne, résorber le chômage, instituer des contrats collectifs de bien du travail. Ces réformes accomplies, le parti radical les défend contre les conservateurs. Enfin, le gouvernement a restauré le prestige de la France dans le monde.

# LE DISCOURS DE M. PAUL FAURE A AMIENS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le Gouvernement, a dit l'orateur, a réalisé les trois quarts de son programme sans heurt, et malgré toutes les difficultés. Aujourd'hui, nous nous proposons d'apporter aux vieux travailleurs l'aide à laquelle ils ont droit. Un projet de loi a été déposé ce mois-ci. Il ne rentrera pas seulement les salaires, mais aussi les artisans, les cultivateurs et même les petits commerçants. M. Paul Faure évalue à deux millions le nombre de bénéficiaires de cette nouvelle loi. Il en coûtera 5 milliards annuellement à l'Etat. Or, le budget ne saurait évidemment supporter cette charge, et M. Paul Faure croit, d'autre part, qu'on puisse faire un prélèvement sur le capital. Ce n'est, dit-il, que tous les vingt ans qu'on peut réaliser cette opération. L'accomplissement de la nouvelle réforme demandera trente ans pour qu'elle puisse être incorporée dans le cadre des assurances sociales.

En conclusion, M. Paul Faure propose la nationalisation des assurances et des industries-clés.

Parlant de la politique intérieure, l'orateur a déclaré que les socialistes n'avaient qu'une seule ligne de conduite au gouvernement, mais qu'ils avaient deux alliés : les radicaux et les radicaux-socialistes. Si le Front populaire était rompu un jour, les socialistes retourneraient à leur attitude primitive parce qu'ils veulent éviter la guerre civile et la guerre étrangère. Un mot d'ordre pour tous, dit M. Paul Faure : « Plus de l'Espérance républicaine, mais rien contre la paix du monde ».

« Nous avons été à deux doigts de la guerre et nous avons connu l'année dernière un moment où nous étions alliés, la Russie mais elle est trop loin pour nous être utile. Gardons-nous donc de tout ce qui pourrait entraîner la guerre », dit M. Paul Faure à ce sujet. « L'Europe de la politique de M. Blum à la Société des Nations, en faveur de la paix mondiale. »

Ajoutons qu'environ 4.000 personnes assistaient à cette réunion.

# LE DISCOURS DE M. PAUL FAURE A AMIENS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le Gouvernement, a dit l'orateur, a réalisé les trois quarts de son programme sans heurt, et malgré toutes les difficultés. Aujourd'hui, nous nous proposons d'apporter aux vieux travailleurs l'aide à laquelle ils ont droit. Un projet de loi a été déposé ce mois-ci. Il ne rentrera pas seulement les salaires, mais aussi les artisans, les cultivateurs et même les petits commerçants. M. Paul Faure évalue à deux millions le nombre de bénéficiaires de cette nouvelle loi. Il en coûtera 5 milliards annuellement à l'Etat. Or, le budget ne saurait évidemment supporter cette charge, et M. Paul Faure croit, d'autre part, qu'on puisse faire un prélèvement sur le capital. Ce n'est, dit-il, que tous les vingt ans qu'on peut réaliser cette opération. L'accomplissement de la nouvelle réforme demandera trente ans pour qu'elle puisse être incorporée dans le cadre des assurances sociales.

En conclusion, M. Paul Faure propose la nationalisation des assurances et des industries-clés.

Parlant de la politique intérieure, l'orateur a déclaré que les socialistes n'avaient qu'une seule ligne de conduite au gouvernement, mais qu'ils avaient deux alliés : les radicaux et les radicaux-socialistes. Si le Front populaire était rompu un jour, les socialistes retourneraient à leur attitude primitive parce qu'ils veulent éviter la guerre civile et la guerre étrangère. Un mot d'ordre pour tous, dit M. Paul Faure : « Plus de l'Espérance républicaine, mais rien contre la paix du monde ».

« Nous avons été à deux doigts de la guerre et nous avons connu l'année dernière un moment où nous étions alliés, la Russie mais elle est trop loin pour nous être utile. Gardons-nous donc de tout ce qui pourrait entraîner la guerre », dit M. Paul Faure à ce sujet. « L'Europe de la politique de M. Blum à la Société des Nations, en faveur de la paix mondiale. »

Ajoutons qu'environ 4.000 personnes assistaient à cette réunion.

# LE DISCOURS DE M. PAUL FAURE A AMIENS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le Gouvernement, a dit l'orateur, a réalisé les trois quarts de son programme sans heurt, et malgré toutes les difficultés. Aujourd'hui, nous nous proposons d'apporter aux vieux travailleurs l'aide à laquelle ils ont droit. Un projet de loi a été déposé ce mois-ci. Il ne rentrera pas seulement les salaires, mais aussi les artisans, les cultivateurs et même les petits commerçants. M. Paul Faure évalue à deux millions le nombre de bénéficiaires de cette nouvelle loi. Il en coûtera 5 milliards annuellement à l'Etat. Or, le budget ne saurait évidemment supporter cette charge, et M. Paul Faure croit, d'autre part, qu'on puisse faire un prélèvement sur le capital. Ce n'est, dit-il, que tous les vingt ans qu'on peut réaliser cette opération. L'accomplissement de la nouvelle réforme demandera trente ans pour qu'elle puisse être incorporée dans le cadre des assurances sociales.

En conclusion, M. Paul Faure propose la nationalisation des assurances et des industries-clés.

Parlant de la politique intérieure, l'orateur a déclaré que les socialistes n'avaient qu'une seule ligne de conduite au gouvernement, mais qu'ils avaient deux alliés : les radicaux et les radicaux-socialistes. Si le Front populaire était rompu un jour, les socialistes retourneraient à leur attitude primitive parce qu'ils veulent éviter la guerre civile et la guerre étrangère. Un mot d'ordre pour tous, dit M. Paul Faure : « Plus de l'Espérance républicaine, mais rien contre la paix du monde ».

« Nous avons été à deux doigts de la guerre et nous avons connu l'année dernière un moment où nous étions alliés, la Russie mais elle est trop loin pour nous être utile. Gardons-nous donc de tout ce qui pourrait entraîner la guerre », dit M. Paul Faure à ce sujet. « L'Europe de la politique de M. Blum à la Société des Nations, en faveur de la paix mondiale. »

Ajoutons qu'environ 4.000 personnes assistaient à cette réunion.

# LES RÉUNIONS GOUVERNEMENTALES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Paris, 6. — Demain, à 17 heures, les membres du Gouvernement se réuniront, au Palais National, à l'Hotel de Ville, au Conseil de Cabinet, à l'Hotel Matignon, sous la présidence de M. Léon Blum. Il y aura à l'ordre du jour : le projet de loi relatif à l'organisation des services de police, à l'élaboration, sous la présidence de M. Albert Lebrun.

Bien qu'aucune indication officielle n'ait été donnée sur ces délibérations ministérielles, il est évident que le problème financier ne manquera pas d'être évoqué. A ce sujet, M. Vincent-Auriol mettrait ses collègues au courant de projets actuellement en préparation rue de Rivoli, à moins qu'il ne soit retenu à la réunion de la Commission des Finances du Sénat, laquelle a préséance sur l'Assemblée nationale. Il est également probable que les ministres examineront la question de l'embouchure et du débouchage à propos de laquelle M. Jules Moch, ministre de la Marine, a fait un discours au Conseil des ministres, à l'Ellysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun.

« Bien qu'aucune indication officielle n'ait été donnée sur ces délibérations ministérielles, il est évident que le problème financier ne manquera pas d'être évoqué. A ce sujet, M. Vincent-Auriol mettrait ses collègues au courant de projets actuellement en préparation rue de Rivoli, à moins qu'il ne soit retenu à la réunion de la Commission des Finances du Sénat, laquelle a préséance sur l'Assemblée nationale. Il est également probable que les ministres examineront la question de l'embouchure et du débouchage à propos de laquelle M. Jules Moch, ministre de la Marine, a fait un discours au Conseil des ministres, à l'Ellysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun.

# MORT DE M. LUCIEN GLEIZE, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS DRAMATIQUES

Paris, 6. — On apprend la mort de M. Lucien Gleize, président de la Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques et ancien vice-président de la Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques.

M. Lucien Gleize est l'auteur d'une pièce, « Une Blanche », représentée à la « Renaissance » et d'une satire philosophique des mœurs contemporaines et « Le Veau d'Or », jouée en 1913 à la Comédie des Champs-Élysées.

Depuis des années, il se consacrait aux œuvres professionnelles et en particulier à la Société de Secours Mutuels des Auteurs dont il était président depuis le décès de Théodore Henry, son fondateur. Les obsèques eurent lieu dans le Midi, on se réunira mardi, à 10 h. 30, à la gare de Lyon, 7, rue de Charolais, où des discours seront prononcés par M. Denis Amiel et André Fallot, au nom de la Société des Auteurs et de la Mutuelle.

# UN MINEUR TUÉ PAR L'EXPLOSION D'UNE MINE A SAINT-YRIEIX

Saint-Yrieix, 6. — Au moment où des ouvriers creusaient un trou de mine avec une perforuse aux mines du Cheix, près de Saint-Yrieix, une explosion s'est produite.

Un des ouvriers, Martial Picot, âgé de 42 ans, marié et père de deux enfants, a été tué net.

On suppose qu'une cartouche de dynamite non explosée était restée dans le trou de mine.

libre contact. Le problème des prix commandés tous les autres ; il ne peut être résolu que par l'accroissement de la production.

» La France doit être forte par son labeur méthodique. A cette œuvre, le parti radical doit consacrer ses forces ».

# LE DISCOURS DE M. DALADIER A SAINT-GAUDENS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Dans son discours, le Ministre de la Défense Nationale a dit notamment :

« Notre parti s'est associé à toutes les forces de la démocratie pour la défense de la République. Il fallait dresser un invincible barrage contre les entreprises des factieux. Mais il faut faire aimer le régime et la République démocratique doit s'élargir à un régime social. C'est la doctrine de notre parti. Notre parti a donc collaboré avec loyauté à l'œuvre du gouvernement de front populaire. Il fallait mettre un terme à la déflation, à la détresse paysanne, résorber le chômage, instituer des contrats collectifs de bien du travail. Ces réformes accomplies, le parti radical les défend contre les conservateurs. Enfin, le gouvernement a restauré le prestige de la France dans le monde.

# A L'EXPOSITION DE PARIS

## L'inauguration du Pavillon de la Police

Paris, 6. — Ce matin, à 11 h., a eu lieu à l'Exposition Internationale de 1937, avenue Gallieni, en présence du Ministre de l'Intérieur, du représentant du Comité d'Exposition, de l'Exposition et du Préfet de Police, l'inauguration du Pavillon de la Police édifié sur l'initiative de l'Orphelinat Mutualiste de la Police Française et Coloniale, et où sont réunies sous forme de dioramas, de maquettes et de photographies, les principales réalisations des œuvres sociales de la police. Des discours ont été prononcés par M. Roger Langeron et M. Max Dormoy.

# L'inauguration du Pavillon de la Suède

Paris, 6. — Le prince Wilhelm de Suède a inauguré ce matin le pavillon de la Suède, à l'Exposition. M. Paul Bastid a prononcé un discours.

# LES AVIONS de l'expédition polaire à l'île Rodolphe

Moscou, 6. — De l'Agence Tass : A 3 h. 30, quatre avions de l'expédition Schmidt se sont envolés à la station polaire pour l'île Rodolphe. A 7 heures, ils étaient parvenus au méridien de l'île par 85° de latitude Nord. A ce moment l'avion d'Alexeev ayant épuisé sa provision d'essence est descendu sous les nuages, très compactes, afin de chercher un endroit propice à l'atterrissage, cependant que les trois autres appareils continuaient leur vol. Ceux-ci, pilotés par Vodoljanov, Molokov et Maxourov, ont atterri à 10 heures à l'île Rodolphe. L'un d'eux retournera près d'Alexeev pour lui apporter de l'essence et lui permettre de repartir.

# LA VISITE DE M. LEBAS DANS LE BASSIN DE LA SAMBRE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

M. le lieutenant de gendarmerie Gallet qui avait dirigé le service d'ordre à l'inauguration de la section de la Police à Maubeuge, sous la présidence de M. le commissaire de police Pontal faisait assurer par ses brigades un discret, mais efficace service qui contribua pour une large part au bon déroulement du cortège.

De la place de Boussois où s'était ouvert le rassemblement, le défilé se fit jusqu'à la salle des fêtes. Sur la scène, avait pris place, à côté des personnalités déjà citées à Maubeuge, M. BOURGUIGNON, conseiller d'arrondissement, et les secrétaires des sections socialistes de Boussois et Recquignies à qui ont été remis l'organisation parfaite de ces manifestations.

Malgré la chaleur étouffante, la foule était très dense. Des hauts parleurs avaient été disposés et diffusaient les discours sur la place voisine.

M. BOURGUIGNON, en ouvrant la séance, salua M. Lebas dont le nom fut acclamé par l'assistance. Il évoqua l'histoire du socialisme dans la région et notamment l'histoire de la section du parti à Boussois.

M. PROVO procéda ensuite à la remise des drapeaux à la vieille section de Recquignies et à la jeune section de Boussois.

L'assistance chanta l'Internationale, puis M. LEBAS prit la parole. Il rappela qu'il était déjà venu en cette salle des fêtes il y a quelques années lors de son inauguration. Puis, il aborda les grandes questions d'actualité. Il commenta la non-participation des Communistes au Gouvernement et montra que le but poursuivi par le Parti socialiste est de faire entrer son programme dans la loi. Il dressa le bilan des réalisations du Gouvernement à direction socialiste pour sa première année d'existence, tant au point de vue national que social et international. Il exposa, enfin, l'œuvre qu'il entend poursuivre et mener à bien le Gouvernement pour exécuter son programme, entièrement et de façon réaliste.

L'Internationale retentit à la fin du discours de M. Lebas qui avait recueilli de nombreux applaudissements.

M. DEUDON prit la parole pour remercier l'assistance qui a donné une nouvelle preuve de la force et de la dignité de la classe ouvrière.

Z. B.

# LES MANIFESTATIONS DE LA MATINÉE

Le programme et l'horaire ont été fidèlement suivis. Dès neuf heures, le rassemblement s'opéra au siège, 129, rue de Paris et un cortège se dirigea vers le cimetière de l'Est où une magnifique gerbe fut déposée sur la tombe de Roger Salengro.

A 10 h., avait lieu la réception au siège des sections de la Fédération venues de tous les points des deux départements.

L'accueil leur fut fait par M. Georges Ghyss, président actif ; le Docteur Denis Cordonnier, adjoint au maire de Lille, président d'honneur de la section de Lille ; Achille Heut, secrétaire général ; Charles Bove, trésorier ; Paul Aurgère, vice-président et commissaire aux fêtes et les membres du bureau.

# LES MANIFESTATIONS DE LA MATINÉE

Le programme et l'horaire ont été fidèlement suivis. Dès neuf heures, le rassemblement s'opéra au siège, 129, rue de Paris et un cortège se dirigea vers le cimetière de l'Est où une magnifique gerbe fut déposée sur la tombe de Roger Salengro.

A 10 h., avait lieu la réception au siège des sections de la Fédération venues de tous les points des deux départements.

L'accueil leur fut fait par M. Georges Ghyss, président actif ; le Docteur Denis Cordonnier, adjoint au maire de Lille, président d'honneur de la section de Lille ; Achille Heut, secrétaire général ; Charles Bove, trésorier ; Paul Aurgère, vice-président et commissaire aux fêtes et les membres du bureau.

# UN CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES COMBATTANTS RÉPUBLICAINS S'EST DÉROULÉ, HIER, A LILLE

## IL FUT PRÉSIDÉ PAR M. ESPIARD, DIRECTEUR DU CABINET, DÉLÉGUÉ PAR M. ALBERT RIVIÈRE, MINISTRE DES PENSIONS



EN HAUT : Les Combattants Républicains devant le Monument aux Morts de la Ville de Lille ; en bas : M. ESPIARD, délégué par le Ministre des Pensions, entouré de M. CORDONNIER, adjoint au maire de Lille, et de M. CHARLES SAINT-VENANT, député-maire de Lille, entouré des membres de l'Administration municipale.

# LES REVENDECTIONS

M. Georges Ghyss résuma rapidement un certain nombre de revendications matérielles et morales qui ont déjà fait l'objet d'examen approfondis. En voici l'essentiel :

« Carte du Combattant. — Que la carte soit délivrée aux évacués d'une unité combattante pour une maladie aggravée ou isolée pris en subsistance par des unités combattantes, tant par les unités combattantes que par les autres formations. »

« Suppression de la retraite du Combattant. — Nous demandons une modification très sérieuse des dispositions de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1935 concernant la suppression de la retraite du combattant. »

« Impayables. — Nous constatons avec amertume que, malgré nos nombreuses réclamations depuis plusieurs années rien n'a été fait pour améliorer la pénible situation des victimes de guerre reconnues impayables. Nous estimons comme impayables tous les mutilés et victimes civiles de la guerre qui, par suite de leurs impunités, ne pouvant accéder aux emplois réservés de l'Etat et aux emplois obligatoires se voient de plus en plus réduits de partout et n'ont qu'une modeste pension pour vivre. Nous réclamons à nouveau pour ces déshérités du sort : 1° le taux d'invalidité de 100 % ; 2° l'incorporation du mot « impayable » sur la notification ministérielle de pension ; 3° une allocation spéciale complémentaire permanente ou leur non reclassement social. »

« Soins gratuits. — La gratuité des soins pour tous les blessés, malades de guerre reconnus avec une invalidité inférieure à 100 % ». »

« Mise en instance de pension. — Nous réclamons d'urgence le vote par le Sénat

# LA RÉCEPTION À L'HÔTEL DE VILLE

Les combattants républicains se rendirent à 11 heures en gare de Lille, pour recevoir M. Espiard, directeur du Cabinet, délégué par M. Albert Rivière, ministre des Pensions. De là, défilé à travers la ville pour se rendre au Monument aux Morts de la ville de Lille où une gerbe a été déposée.

À 11 h. 45, réception à l'Hotel de Ville où sur le perron de l'Hotel de Ville, M. Charles Saint-Venant, député-maire de Lille, était entouré de ses adjoints, les membres de l'Administration municipale, de M. Maurice Planque, secrétaire général de la Mairie et vice-président d'honneur de la section de Lille de la F.N.C.R.

La réception fut on ne peut plus cordiale.

Le président M. Ghyss eut un mot aimable pour les Associations seules qui se sont jointes aux combattants républicains. Il rappela que l'Administration municipale de Lille n'avait jamais menagé son concours moral ni ses encouragements matériels.

Il termina en définissant ce que les combattants entendent par « républicain » : « Nous comprenons tous ceux qui, attachés aux principes de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, acceptent sans réserves les lois laïques et sociales votées sous la Troisième République et qui ne reculeront devant aucune réforme si hardie soit-elle, pourvu qu'elle respecte la liberté et qu'elle tende à établir l'égalité, la fraternité et la Solidarité de tous les hommes. »

M. Charles Saint-Venant évoqua la mémoire de Roger Salengro, héros socialiste de la guerre, qui accompli son devoir sans fanfaronnade comme sans faiblesse.

« On sait quels fut la noblesse de son

# LES REVENDECTIONS

M. Georges Ghyss résuma rapidement un certain nombre de revendications matérielles et morales qui ont déjà fait l'objet d'examen approfondis. En voici l'essentiel :

« Carte du Combattant. — Que la carte soit délivrée aux évacués d'une unité combattante pour une maladie aggravée ou isolée pris en subsistance par des unités combattantes, tant par les unités combattantes que par les autres formations. »

« Suppression de la retraite du Combattant. — Nous demandons une modification très sérieuse des dispositions de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1935 concernant la suppression de la retraite du combattant. »

« Impayables. — Nous constatons avec amertume que, malgré nos nombreuses réclamations depuis plusieurs années rien n'a été fait pour améliorer la pénible situation des victimes de guerre reconnues impayables. Nous estimons comme impayables tous les mutilés et victimes civiles de la guerre qui, par suite de leurs impunités, ne pouvant accéder aux emplois réservés de l'Etat et aux emplois obligatoires se voient de plus en plus réduits de partout et n'ont qu'une modeste pension pour vivre. Nous réclamons à nouveau pour ces déshérités du sort : 1° le taux d'invalidité de 100 % ; 2° l'incorporation du mot « impayable » sur la notification ministérielle de pension ; 3° une allocation spéciale complémentaire permanente ou leur non reclassement social. »

« Soins gratuits. — La gratuité des soins pour tous les blessés, malades de guerre reconnus avec une invalidité inférieure à 100 % ». »

« Mise en instance de pension. — Nous réclamons d'urgence le vote par le Sénat

# LES REVENDECTIONS

M. Georges Ghyss résuma rapidement un certain nombre de revendications matérielles et morales qui ont déjà fait l'objet d'examen approfondis. En voici l'essentiel :

« Carte du Combattant. — Que la carte soit délivrée aux évacués d'une unité combattante pour une maladie aggravée ou isolée pris en subsistance par des unités combattantes, tant par les unités combattantes que par les autres formations. »

« Suppression de la retraite du Combattant. — Nous demandons une modification très sérieuse des dispositions de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1935 concernant la suppression de la retraite du combattant. »

« Impayables. — Nous constatons avec amertume que, malgré nos nombreuses réclamations depuis plusieurs années rien n'a été fait pour améliorer la pénible situation des victimes de guerre reconnues impayables. Nous estimons comme impayables tous les mutilés et victimes civiles de la guerre qui, par suite de leurs impunités, ne pouvant accéder aux emplois réservés de l'Etat et aux emplois obligatoires se voient de plus en plus réduits de partout et n'ont qu'une modeste pension pour vivre. Nous réclamons à nouveau pour ces déshérités du sort : 1° le taux d'invalidité de 100 % ; 2° l'incorporation du mot « impayable » sur la notification ministérielle de pension ; 3° une allocation spéciale complémentaire permanente ou leur non reclassement social. »

« Soins gratuits. — La gratuité des soins pour tous les blessés, malades de guerre reconnus avec une invalidité inférieure à 100 % ». »

« Mise en instance de pension. — Nous réclamons d'urgence le vote par le Sénat

# LES REVENDECTIONS

M. Georges Ghyss résuma rapidement un certain nombre de revendications matérielles et morales qui ont déjà fait l'objet d'examen approfondis. En voici l'essentiel :

« Carte du Combattant. — Que la carte soit délivrée aux évacués d'une unité combattante pour une maladie aggravée ou isolée pris en subsistance par des unités combattantes, tant par les unités combattantes que par les autres formations. »

« Suppression de la retraite du Combattant. — Nous demandons une modification très sérieuse des dispositions de l'article 4 de la loi du 13 juillet 1935 concernant la suppression de la retraite du combattant. »

« Impayables. — Nous constatons avec amertume que, malgré nos nombreuses réclamations depuis plusieurs années rien n'a été fait pour améliorer la pénible situation des victimes de guerre reconnues impayables. Nous estimons comme impayables tous les mutilés et victimes civiles de la guerre qui, par suite de leurs impunités, ne pouvant accéder aux emplois réservés de l'Etat et aux emplois obligatoires se voient de plus en plus réduits de partout et n'ont qu'une modeste pension pour vivre. Nous réclamons à nouveau pour ces déshérités du sort : 1° le taux d'invalidité de 100 % ; 2° l'incorporation du mot « impayable » sur la notification ministérielle de pension ; 3° une allocation spéciale complémentaire permanente ou leur non reclassement social. »

« Soins gratuits. — La gratuité des soins pour tous les blessés, malades de guerre reconnus avec une invalidité inférieure à 100 % ». »

« Mise en instance de pension. — Nous réclamons d'urgence le vote par le Sénat

# ECHOS et CARNET

CALENDRIER. — Lundi 7 juin 1937. — Soleil : lever, 3 h. 51 ; coucher, 18 h. 49 ; Lune : lever, 3 h. 26 ; coucher, 18 h. 27. Aujourd'hui : Saint-Léon. — Demain : Saint-André.

MÉTÉOROLOGIE. — Station de Lille. — Observations faites le 6 juin 1937, à 9 h. 20 : Baromètre : 763 mm. 2 ; Hauteur de la pluie à 9 h. 20 : 0 mm. 4 ; Thermomètre : Froide : 23.0 ; Minima : 14.3 ; Maxima de la veille : 27.2. Une grande brume à 8 h. 15 ; Néant ; Direction du vent : Sud-Est ; Force : Faible ; Etat du ciel : Très nuageux ; Prévisions pour aujourd'hui : Chaud ; Assez beau.

# PRÉVISIONS DE L'OFFICE NATIONAL

Observations faites le 6 juin 1937, à 9 h. 20 : Baromètre : 763 mm. 2 ; Hauteur de la pluie à 9 h. 20 : 0 mm. 4 ; Thermomètre : Froide : 23.0 ; Minima : 14.3 ; Maxima de la veille : 27.2. Une grande brume à 8 h. 15 ; Néant ; Direction du vent : Sud-Est ; Force : Faible ; Etat du ciel : Très nuageux ; Prévisions pour aujourd'hui : Chaud ; Assez beau.

# NOTRE CALENDRIER HISTORIQUE

1520. Au camp du Drap d'Or, entre Oulleville et Ardeville dans le Pas-de-Calais, a lieu une rencontre des rois François Ier et Henri VIII, entrevue qui aboutit à la confirmation du mariage du dauphin avec la princesse Marie d'Angleterre.

1831. Mort à Genève, de Rodolphe Kreutzer, violoniste et compositeur français. Il a laissé des œuvres d'importance remarquables.

1840. Mort de Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse. Il fut beaucoup à souffrir des guerres de l'Empire, mais son armée parvint à détruire la puissance de Napoléon par la part qu'elle prit à la bataille de Leipzig, à la campagne de France et surtout à la bataille de Waterloo.

1855. L'armée française, conduite par Mac-Mahon, s'empara du Mameon Vert devant Sébastopol après une lutte meurtrière. Les pertes furent considérables de part et d'autre.

1908. La Norvège, après avoir été unie pendant un siècle à la Suède, s'est séparée à l'amiable. Les deux puissances, séparées, continuèrent d'entretenir les meilleures relations.

1911. Mort de Maurice Rouvier, ancien ministre et président du Conseil français.

1916. Le fort de Vaux, héroïquement défendu par le capitaine Baillie-Latour, fut pris par les Allemands après un bombardement infernal et continué qui dura 16 jours. Il n'en restait plus qu'un amoncellement de ruines.

1921. Traité entre la Yougoslavie et la Roumanie. Il prévoit l'assistance mutuelle en cas d'agression par la Hongrie et la Bulgarie.

# LOTÉRIE DES RÉGIONS LIBÉRÉES



attitude en captivité. C'est à cet homme que vous avez voulu rendre hommage ce matin en allant vous recueillir sur la tombe de celui que nous n'oublierons jamais et dont l'exemple continuera de nous inspirer.

Après avoir salué M. le représentant du Ministre et les notabilités présentes, M. Charles Saint-Venant, faisant allusion aux drapeaux qui menaçaient et continuèrent de menacer la paix félicita le Gouvernement de Front Populaire d'avoir su éviter de graves écueils en refusant résolument pour le maintien de la paix.

M. Espiard, après avoir excusé M. le Ministre des Pensions, fit à son tour un délicat éloge de Roger Salengro dont la mémoire reste vive dans tous les cœurs. Répondant à l'exposé qu'avait fait M. Ghyss des revendications les plus urgentes des combattants il lui donna l'assurance que M. Rivière les examinait avec un esprit et ancien combattant.

# Le Banquet

Un banquet d'environ 300 couverts réunissait à 13 h. 30, dans la salle des Fêtes de la Foire Commerciale de Lille, les Combattants Républicains et leurs invités. Le table d'honneur était présidée par M. Espiard, entouré de M. Cassel, secrétaire général de l'Office départemental des victimes de guerre, représentant M. Charles, Préfet du Nord ; M. Charles Saint-Venant, député-maire de Lille ; le docteur Denis Cordonnier, président d'honneur, et Georges Ghyss, président de la Fédération du Nord et du Pas-de-Calais ; Delort, président d'honneur ; Martine, président de l'Association des Officiers Républicains ; Etard, président des Médailles Militaires ; Deiva, représentant les Victimes Civiles de Guerre ; Pipart, etc.

# Et il commença :

« Vous n'avez pas besoin de se rappeler, ma chère Mademoiselle, les années de notre enfance. Quand notre mère mourut, tu avais cinq ans et moi quelques mois à peine. Notre père ne tarda pas à la suivre ; et, restés orphelins, nous fûmes élevés par des mains étrangères. »

Recueilli dans un orphelinat tu en es sorti avec tes brevets d'instituteur et des rancœurs dont tu n'as jamais pu te débarrasser.

La sœur essaya un geste qu'il arrêta :

« Ne dis pas cela ! Tu n'aimais personne, pas même ton frère. Tu ne me reprochais rien, pas même le scandale que je pourrais faire à la porte. Et tu me consolais. Des rancœurs j'en ai plus que toi. J'en ai juste ce qu'il faut pour une existence misérable ; apprenti à douze ans j'ai vécu de vache enragée jusqu'à mon départ pour le service militaire. Les seuls bons moments que j'ai connus, c'est là, dans la grande famille, que je les ai eus. Libéré, j'ai essayé d'être honnête, de gagner honorablement ma vie et de faire mon chemin. »

« Au théâtre ! Dans une carrière pour laquelle tu n'avais fait aucune étude ! »

« Pardon, j'étais doct. Et la preuve, c'est que je suis arrivé à jouer les utilités. »

« Et à te faire chasser de partout, parce que tu fouillais plus volontiers les poches que les rôles... »

(A suivre).

# PETITE JEANNE

par Henri Sébillé

Au tournant de la rue, Forgest, s'adressant à Lyselle, lui dit brusquement :

— A propos, qu'est-ce qu'on m'a donc raconté ? Votre amie, votre compagne, si vous préférez, n'a-t-elle pas une fillelette ? Je ne l'ai pas aperçue ?

Eugène trissonna.

« Que répondre ? »

Certes, il n'était pas reculé devant une histoire de croup, d'épidémie, d'enterrement, mais la Roussotte était la mèche ?

« N'allait-elle pas, se sentant protégée, à l'abri de ses griffes, raconter ce qu'elle avait ? »

Il eut l'agréable surprise en l'entendant dire, du ton le plus naturel du monde :

— Ah ! la petite noiraude ? Elle est à la campagne. Je ne sais pas pourquoi on la trouvait si gentille. Moi, elle me dégoutait.

Sincèrement, le gredin admira la Roussotte.

Il n'en revenait pas.

— La leçon est faite... pensa-t-il. Il n'y a pas d'erreur. Mais vrai ! en voilà une qui est loin !

Pour peu, il l'eût embrassée.

On arrivait à la station.

Des fiacres étaient là. L'homme en prit un.

Eugène mit un baiser au front de l'enfant, salua profondément et, s'éloignant, entendit l'homme donner un ordre au cocher.

— Bon, se dit-il, j'ai l'adresse... et le



# numéro du sapin 6923. C'est noté...

On se reverra en cas de besoin, le fiacre s'arrêtait à la porte Maillot.

Les deux voyageurs descendirent. Forgest régla la course, prit la Roussotte par la main, et ils franchirent la grille.

— Eh ! bien, êtes-vous contents, Mademoiselle Jeannette ?

— Oh ! oui, Monsieur.

Elle était sous angles, la Roussotte. Jamais elle n'avait fait pareil rêve.

— Oui, bien contents, mais... je n'ai pas déjeuné !

Forgest lui acheta des gâteaux qu'elle dévora goulument, tout en marchant à côté de celui qu'elle considé